

La nouvelle stature diplomatique des pays du Golfe

Par **Camille Lons**

Camille Lons est directrice adjointe du bureau parisien de l'European Council on Foreign Relations (ECFR).

Le poids politique et économique des monarchies du Golfe s'est considérablement renforcé. Ces pays ont diversifié leurs économies et sont devenus des *hubs* logistiques, attirant de nombreux investisseurs. Ils ont aussi réussi à projeter leur puissance au-delà de leurs frontières. Toutefois, l'extension régionale de la guerre ouverte par le Hamas le 7 octobre 2023 fait planer le doute sur la stabilité de cette zone, d'autant que le parapluie sécuritaire américain ne paraît plus assuré.

politique étrangère

Au cours des quinze dernières années, les monarchies du Golfe se sont imposées comme des acteurs majeurs, non seulement du Moyen-Orient mais plus largement de la scène internationale. Depuis les printemps arabes, elles sont devenues incontournables dans la plupart des dynamiques régionales – de l'Égypte et la Libye à l'Irak et la Syrie –, mobilisant leurs leviers financiers, énergétiques et diplomatiques pour peser sur l'évolution politique de leur environnement régional. Désormais, elles ne se limitent plus à leur voisinage immédiat : elles cherchent à se positionner comme puissances moyennes globales, pouvant dialoguer aussi bien avec Washington qu'avec Pékin ou Moscou, mener des médiations sur l'Ukraine ou la République démocratique du Congo (RDC), ou se projeter comme pivots d'un ordre mondial multipolaire en gestation.

Cette stature nouvelle est le produit d'une transformation profonde de leurs priorités de politique étrangère autant que de leur gouvernance interne. Elle est toutefois fragile et confrontée à de sérieuses limites : leur ambition de faire du développement économique et de la connectivité un vecteur de stabilité régionale se heurte à la résurgence des conflits armés

au Moyen-Orient. Dans une période de redistribution des cartes régionales, les pays du Golfe peinent à imposer une vision de long terme pour la région à la hauteur du leadership régional auquel ils prétendent.

Les pays du Golfe, nouveaux acteurs politiques incontournables

En mars 2025, le choix de Riyad pour mener des discussions bilatérales américano-russes sur l'avenir de l'Ukraine a pu surprendre plus d'un observateur. L'initiative n'était cependant pas isolée. Ces dernières années, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar ont multiplié les initiatives diplomatiques sur la scène internationale, bien au-delà du Moyen-Orient. Ils ont ainsi mené des médiations diplomatiques au Soudan, en RDC, en Asie du Sud ou encore en Afghanistan. Ils se sont également lancés dans l'organisation de nombreux forums multilatéraux et méga-événements, de la COP28 à Dubaï à l'Exposition universelle et à la Coupe du monde de football. Ils ont investi des milliards pour accueillir des filiales d'universités et de musées parmi les plus prestigieux au monde – Louvre, musée Guggenheim, Sorbonne et université de New York à Abou Dhabi, ou université Georgetown au Qatar.

Sur le plan économique, les pays du Golfe continuent de dominer les marchés pétroliers, dont ils tirent une influence géopolitique majeure, mais ils cherchent aussi désormais à s'imposer dans les secteurs du futur, de l'Intelligence artificielle aux minerais critiques et aux technologies vertes. Les Émirats ont annoncé, en 2025, la construction de ce qui pourrait être l'un des plus gros *data centers* au monde et leur programme spatial a envoyé la première mission arabe d'exploration vers Mars en 2021, avec pour objectif de long terme de permettre la colonisation de la planète rouge d'ici 2117.

Ces investissements massifs dans le sport, la culture ou les infrastructures contribuent à projeter une image de *hubs* connectés et modernes, supports d'un *soft power* qui remodèle la perception internationale des monarchies du Golfe et légitime leur rôle politique.

L'influence de ces pays se trouve renforcée depuis la réélection de Donald Trump. Ce dernier leur accorde en effet une place toute particulière dans sa diplomatie, alors que les relations étaient tendues entre l'Arabie saoudite et l'administration Biden. Le président républicain a ainsi choisi le Golfe pour son premier voyage international en mai 2025, comme il l'avait fait en 2017. Il a opté pour l'Arabie saoudite comme lieu de sa rencontre avec Vladimir Poutine en février 2025, puis pour la tenue de négociations sur l'Ukraine le mois suivant. Il compte beaucoup sur sa

relation privilégiée avec les pays du Golfe pour l'aider à réguler les prix du pétrole et pour investir massivement aux États-Unis. Enfin, il compte sur ces pays pour soutenir nombre de projets au Moyen-Orient : pour assurer l'aide financière au Liban, la reconstruction de la Syrie ou encore soutenir un projet de reconstruction et de gouvernance après la guerre à Gaza.

Printemps arabes, pivot américain, transitions énergétiques : la nouvelle donne géopolitique

En l'espace de quinze ans, les pays du Golfe sont passés du statut de géants pétroliers endormis, comptant sur leurs rentes et le parapluie sécuritaire américain pour préserver leurs régimes conservateurs des secousses régionales, à celui de puissances régionales influentes et dynamiques aux ambitions mondiales. Cette transformation est le résultat de bouleversements profonds de l'ordre régional et mondial, qui ont contraint les monarchies du Golfe à revoir drastiquement leur posture de politique étrangère.

En 2011, les printemps arabes ont été un électrochoc majeur : plusieurs régimes du monde arabe, installés depuis parfois des décennies, se sont effondrés sous la pression populaire, de la Tunisie de Ben Ali à l'Égypte de Moubarak, à la Libye de Kadhafi ou encore au Yémen ou au Soudan. L'Arabie saoudite est allée jusqu'à intervenir militairement au Bahreïn pour réprimer les manifestations et éviter une chute du régime. Les bouleversements régionaux des printemps arabes se sont accompagnés d'une montée en puissance de l'influence régionale iranienne – notamment au Yémen, en Syrie et en Irak – et de l'arrivée au pouvoir de mouvements proches des Frères musulmans en Tunisie et en Égypte, perçus par beaucoup de pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) comme des menaces régionales majeures. Ces bouleversements ont déclenché un effort sans précédent des monarchies du Golfe pour tenter d'influencer les transitions politiques en cours et contenir le risque de contagion régionale, considéré comme une menace existentielle pour leurs propres régimes.

Plus marquant encore pour les dirigeants du Golfe fut l'attitude de l'administration Obama face aux printemps arabes. L'absence d'intervention pour tenter de sauver le régime du président égyptien Moubarak, allié de longue date, fut vécue comme une véritable trahison. L'épisode s'inscrivait dans un contexte où Washington affichait de plus en plus clairement son intention de réduire son empreinte militaire au Moyen-Orient. Grâce à la révolution du gaz de schiste, les États-Unis avaient acquis une quasi-autonomie énergétique et entendaient désormais réorienter leurs

priorités stratégiques vers l'Indo-Pacifique, nouveau théâtre central de la compétition entre grandes puissances.

Enfin, l'accélération des transitions énergétiques à l'échelle mondiale est venue fragiliser ce qui, depuis les années 1970, était la principale source de revenus et un levier géopolitique majeur des pays du Golfe. Combinée au désengagement progressif des États-Unis, cette évolution a remis en cause les piliers mêmes de leur stabilité et de leur influence, les obligeant à repenser en profondeur leurs stratégies de politique étrangère.

Concentration du pouvoir et nouvelle génération de leaders

Au-delà des facteurs extérieurs, le changement de posture diplomatique des pays du Golfe ces quinze dernières années s'explique aussi par l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants, plus jeunes et ambitieux. Durant cette période, tous les États du CCG ont connu des transitions politiques marquantes : Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani est devenu émir du Qatar à 33 ans en 2013 ; Mohammed ben Zayed a pris la direction *de facto* des Émirats en 2014 ; Mohammed ben Salmane est devenu prince héritier d'Arabie saoudite à 31 ans en 2017. Les décès de dirigeants historiques à Oman, au Koweït et à Bahreïn en 2020 sont venus renforcer la tendance, plaçant la plupart des États du Golfe sous le leadership de la troisième génération des familles régnantes.

Ces transitions s'accompagnent d'une concentration accrue du pouvoir, tant politique qu'économique. En Arabie saoudite, les domaines de pouvoir étaient traditionnellement répartis entre les différentes branches de la famille royale, permettant un équilibre interne et des prises de décision plus collégiales. Sous le règne du roi Salmane, le clan Sudairi domine désormais de nombreux postes clés du gouvernement, et la nomination de son propre fils, Mohammed ben Salmane, comme prince héritier renforce cette centralisation. Aux Émirats, une centralisation du pouvoir similaire s'est opérée autour des membres du clan Bani Fatima – du nom des descendants de la troisième épouse de Cheikh Zayed, réputée favorite. En 2023, le président Mohammed ben Zayed a nommé son propre fils, Khaled ben Zayed, prince héritier et deux de ses frères, Cheikh Hazza et Cheikh Tahnoun, vice-rois d'Abou Dhabi.

Ce processus de concentration du pouvoir s'étend également au secteur économique. La nomination de membres des familles royales à la tête des principales entreprises publiques et des fonds souverains reflète l'importance stratégique accordée au secteur économique, ainsi que son lien étroit avec les intérêts politiques. Début 2023, Mohammed ben Zayed a

remanié le conseil d'administration des deux principaux fonds souverains des Émirats arabes unis, l'Abu Dhabi Investment Authority et la Mubadala Investment Company, confiant leurs présidences respectives à ses frères Cheikh Tahnoun, conseiller à la Sécurité nationale, et Cheikh Mansour, vice-Premier ministre. En Arabie saoudite, le prince héritier Mohammed ben Salmane est lui-même le président du puissant Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite (PIF). Mohammed ben Zayed a d'autre part pris le contrôle du portefeuille pétrolier en 2016 tandis que, du côté saoudien, Abdulaziz ben Salmane a été le premier membre de la famille royale à être nommé ministre de l'Énergie en 2019.

La concentration du pouvoir s'étend au secteur économique

Ces transformations du leadership et des structures gouvernantes du Golfe influencent profondément les manières de faire de la politique étrangère. Les décisions radicales – et parfois aventureuses – du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane dans les premières années de son ascension ont souvent été attribuées à sa jeunesse et à la centralisation de son pouvoir. Ce qui expliquerait notamment sa décision de lancer une intervention militaire hasardeuse au Yémen en 2015, la détention du Premier ministre libanais Saad Hariri à Riyad en 2017 ou encore le projet – interrompu de justesse – d'envahir militairement le Qatar à la suite de la crise diplomatique avec Doha de 2017.

De la compétition régionale au tournant géoéconomique

La crainte d'un abandon américain, alors que les défis régionaux s'accroissent, pousse les pays du Golfe à développer leur autonomie stratégique et à prendre en main la défense de leurs intérêts de sécurité. Cela passe par une diplomatie régionale plus assertive, voire agressive, avec un déploiement massif d'aide économique au profit des alliés régionaux après les printemps arabes, pour tenter de contrôler l'évolution des transitions politiques régionales et contrer l'influence de leurs compétiteurs.

Dans un premier temps, cette diplomatie régionale attise la compétition entre l'Arabie saoudite et les Émirats d'un côté, et le Qatar et la Turquie de l'autre, qui projettent leurs rivalités sur de nombreux théâtres régionaux, de l'Égypte au Soudan en passant par la Libye. Tandis que les premiers cherchent à contrer l'influence croissante des Frères musulmans dans la région, les seconds sont au contraire favorables aux mouvements populaires et y voient une opportunité d'approfondir leur influence.

Dans un deuxième temps cependant, à compter de 2018-2019, les pays du Golfe ont amorcé un tournant vers un apaisement diplomatique régional. Les relations au sein du CCG se détendent avec la signature des

accords d'Al-Ula en 2021 et la coopération avec la Turquie reprend progressivement. Les Émirats et le Bahreïn normalisent leurs relations avec Israël en signant les accords d'Abraham en 2020, que l'Arabie saoudite envisage pendant plusieurs années de signer également. Enfin, et surtout, l'Arabie saoudite se rapproche de son ennemi régional de longue date, l'Iran, en signant un accord historique de rétablissement des relations diplomatiques en mars 2023.

Le rapprochement simultané avec Israël et l'Iran traduit les deux faces d'une même stratégie d'équilibre régional. Si le rapprochement avec Israël est perçu comme un levier pour renforcer le partenariat avec les États-Unis et se protéger contre la menace iranienne, celui avec l'Iran exprime, au contraire, une stratégie de *hedging* face aux doutes croissants sur la fiabilité du partenaire américain. Les pays du Golfe ont gardé un souvenir amer du manque de transparence de Washington dans la négociation de l'accord sur le nucléaire iranien puis, quelques années plus tard, de l'absence d'intervention de Donald Trump après les attaques iraniennes contre les infrastructures pétrolières saoudiennes d'Abqaiq et Khurais en 2019. En se rapprochant de Téhéran, ils reprennent le contrôle de leur diplomatie régionale et cherchent à limiter leur exposition aux représailles iraniennes, se positionnant même comme des intermédiaires diplomatiques potentiels entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Bien que la confiance avec Téhéran soit loin d'être restaurée, l'escalade récente entre l'Iran et Israël a montré l'efficacité de cette approche, en évitant que la confrontation se propage aux monarchies du Golfe – même si les attaques récentes contre le Qatar ont montré les limites de cette stratégie.

Cette politique de désescalade régionale est aussi au cœur d'un autre changement majeur de stratégie : le pivot géoéconomique des politiques étrangères du Golfe. Avec l'accélération des transitions énergétiques mondiales, préparer les économies à l'après-pétrole est devenu un enjeu existentiel pour la stabilité des régimes et le maintien de leur influence internationale. Le succès de ces agendas de réforme – notamment la Vision 2030 de l'Arabie saoudite – dépend étroitement de la stabilité régionale. Celle-ci est essentielle non seulement pour attirer les investissements internationaux nécessaires au développement économique, mais également pour permettre aux pays du Golfe de créer et d'étendre des marchés de consommateurs dans leur voisinage immédiat, avec lesquels commercer directement.

Ainsi la normalisation diplomatique avec l'Iran était-elle perçue par ses promoteurs saoudiens comme un levier pour faciliter des investissements dans l'économie iranienne, qui devait offrir, une fois les sanctions levées,

de nombreuses opportunités. De la même manière, la normalisation avec Israël est étroitement liée à des enjeux de coopération économique et de connectivité, comme l'initiative du corridor économique Inde/Moyen-Orient/Europe (IMEEC), dont l'objectif initial était de développer un corridor commercial reliant l'Inde et l'Arabie saoudite à la Méditerranée en passant par Israël. Depuis la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite, les Émirats et la Turquie en 2021, les trois pays ont annoncé de vastes projets d'investissements. Les Émirats et la Turquie ont notamment créé un fonds d'investissement de 10 milliards de dollars et signé un accord de partenariat économique global visant à augmenter leur commerce bilatéral non pétrolier de 40 milliards de dollars par an.

Dans la vision des pays du Golfe, la diplomatie économique est donc autant une fin en soi qu'un moyen de contribuer à la stabilité régionale, en partant du principe que les échanges économiques et la connectivité réduiront les risques de confrontation dans le futur.

Des puissances régionales aux ambitions mondiales

Si les puissances du Golfe cherchent à tourner la page de leurs rivalités régionales, c'est avant tout parce que leurs ambitions se projettent désormais bien au-delà du Moyen-Orient. Pour l'Arabie saoudite, les Émirats et le Qatar, l'avenir économique et géopolitique se joue à présent sur la scène mondiale. Réduire l'instabilité dans leur voisinage immédiat leur permet de se concentrer sur leur objectif de devenir des *hubs* stratégiques au cœur des routes commerciales internationales, tout en se positionnant comme des puissances intermédiaires capables d'influencer un ordre mondial en pleine recomposition.

Face à un partenaire américain plus incertain, la diversification des partenariats avec d'autres grandes puissances, en particulier asiatiques, est devenue une priorité. Alors que la dépendance américaine et européenne vis-à-vis du pétrole du Golfe s'affaiblit, l'Asie représente le centre de la demande mondiale en hydrocarbures pour les décennies à venir, tout en offrant des marchés dynamiques, à la pointe de l'innovation. Les pays du Golfe entendent donc se positionner en *hubs* logistiques et manufacturiers sur les routes commerciales internationales, investissant massivement dans le développement de leurs infrastructures portuaires et zones industrielles. Des initiatives comme les Nouvelles routes de la soie chinoises ou encore l'IMEEC contribuent à renforcer la centralité du Golfe. Dans un contexte de guerres commerciales croissantes entre grandes puissances, ces États cherchent à se positionner en interfaces commerciales stratégiques, afin de capter une partie des flux détournés par les droits de douane et autres régulations.

La diplomatie, au-delà des partenaires traditionnels

Les pays du Golfe ont ainsi rapidement étendu leurs relations diplomatiques au-delà de leurs partenaires traditionnels, notamment en Asie et en Afrique. En 2023, l'Arabie saoudite a accueilli le tout premier sommet entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le CCG à Riyad. Le mois suivant, le royaume a organisé le premier sommet Arabie saoudite-

Afrique de son histoire, rassemblant 50 chefs d'État africains. L'Arabie saoudite y a annoncé vouloir ouvrir une quinzaine de nouvelles ambassades en Afrique mais aussi investir 41 milliards de dollars sur le continent dans la décennie à venir. Dans la perspective d'une économie post-pétrolière, la richesse du continent africain en terres rares et minéraux critiques, cruciaux pour les transitions énergétiques et technologiques, appelle la convoitise des pays du Golfe, souvent moins frileux que les investisseurs occidentaux à s'impliquer dans les marchés émergents plus risqués.

Dans ce même mouvement, les pays du Golfe ont intégré de nouvelles plateformes multilatérales. En 2023, les Émirats ont ainsi rejoint les BRICS, tandis que l'Arabie saoudite continue de laisser planer le doute sur son adhésion. Depuis 2022-2023, l'ensemble des pays du CCG, à l'exception d'Oman, sont devenus des « partenaires de dialogue » de l'Organisation de coopération de Shanghai.

La polarisation croissante des relations internationales autour de la rivalité États-Unis/Chine fait du géant asiatique un levier utile pour maintenir l'intérêt américain à l'égard du Moyen-Orient. À plusieurs reprises, l'Arabie saoudite a utilisé la menace d'une coopération plus approfondie avec Pékin pour obtenir des concessions de Washington : sur le développement d'un programme nucléaire civil ou encore pour approfondir la coopération technologique avec Washington. Cependant, en dépit des menaces de « pivot » vers la Chine, les pays du Golfe continuent de prioriser leurs relations avec les États-Unis, conscients du peu d'intérêt de Pékin pour la sécurité moyen-orientale.

Le pivot des politiques étrangères du Golfe sur ces quinze dernières années est donc double. Il est passé d'une priorité de sécurité à une priorité géoéconomique, et d'un focus régional à un focus mondial. De manière générale, la politique étrangère des pays du Golfe a toujours été conditionnée par une priorité : garantir la stabilité interne de leurs régimes. Jusqu'à récemment, la menace première provenait de l'environnement régional. La priorité était alors de répondre aux risques provenant de la région immédiate, souvent directement connectés à la stabilité

interne des régimes, comme l'influence de l'Iran sur les populations chiites du Golfe ou encore l'activisme politique des Frères musulmans.

Pour ce faire, les pays du Golfe comptaient sur des puissances extérieures comme les États-Unis pour se prémunir contre cette instabilité régionale et utilisaient leurs leviers économiques, tels que le pétrole et sa rente, pour garantir ce soutien. Ces dernières années, les choses se sont inversées : la région devient le vecteur *via* lequel les pays du Golfe peuvent déployer leur développement économique et se positionner en acteurs incontournables auprès des puissances étrangères, afin de mieux rayonner ensuite sur la scène internationale. Régler l'instabilité régionale au Moyen-Orient n'est plus tant la fin que le moyen de développer leurs visions géoéconomiques. La source d'anxiété, de risque, pour la stabilité des régimes n'est plus tant constituée des interférences régionales dans la politique interne, que du déclin des revenus pétroliers et du besoin existentiel de maintenir leur centralité dans l'économie mondiale.

Le retour de l'instabilité régionale : les limites des ambitions golfiennes

En une quinzaine d'années, l'Arabie saoudite, les Émirats et le Qatar se sont hissés au rang d'ambitieuses puissances régionales et mondiales. Cependant, si la transformation accélérée est impressionnante, la solidité de la posture demeure incertaine. Les efforts financiers déployés pour influencer les développements régionaux depuis les printemps arabes ont eu des résultats mitigés. Certaines initiatives visant à accueillir de grands événements internationaux ou à jouer le rôle prestigieux de médiateur diplomatique reposent davantage sur les moyens financiers et une volonté d'améliorer leur image internationale que sur une expertise avérée. L'expansion trop rapide de leurs ambitions diplomatiques se heurte à des moyens humains encore limités et à des lenteurs bureaucratiques persistantes, tandis que leurs appareils militaires restent structurellement faibles, en dépit d'investissements colossaux.

Surtout, l'intégralité de la stratégie diplomatique des pays du Golfe de ces dernières années, qui reposait sur la promotion de la stabilité régionale par l'intégration économique, s'est heurtée de plein fouet à la résurgence des tensions depuis 2023. Les pays du Golfe n'ont pas voulu voir qu'une instabilité régionale structurelle ne pourrait se régler seulement à coups d'investissements.

Exemple le plus frappant : le conflit israélo-palestinien. Après les Émirats et Bahreïn, l'Arabie saoudite était prête à mettre de côté la cause

L'Arabie saoudite était prête à mettre de côté la cause palestinienne

palestinienne pour normaliser ses relations avec Israël. Avec les attaques du 7 octobre 2023, le conflit israélo-palestinien s'est brutalement rappelé à Riyad. Depuis lors, l'Arabie saoudite se trouve contrainte à reprendre un rôle diplomatique actif sur la question palestinienne, condamnant l'intervention israélienne et co-présidant avec la France une initiative internationale pour relancer la solution à deux États. Au-delà des postures rhétoriques, le royaume n'ose pas prendre de mesures trop radicales qui risqueraient de compromettre durablement ses relations avec les États-Unis ou Israël, et peine à influencer sur le cours des événements. De même, les Émirats et Bahreïn n'ont pour l'heure pas fondamentalement remis en cause les accords d'Abraham, en dépit de la dégradation continue de la situation à Gaza et en Cisjordanie. En septembre 2025, l'attaque israélienne contre des représentants du Hamas présents au Qatar a constitué le franchissement d'une ligne rouge pour les pays du CCG, et une forte remise en cause symbolique des garanties de sécurité américaines. Mais la difficulté de ces pays à répondre à cette attaque autrement que par des mesures elles aussi symboliques éclaire leur manque de marge de manœuvre diplomatique et d'influence auprès de Donald Trump.

Par ailleurs, le rapprochement diplomatique engagé par les pays du Golfe, et notamment l'Arabie saoudite, avec l'Iran ces dernières années a permis de limiter les retombées directes de la confrontation israélo-iranienne dans la région. Toutefois, la frappe iranienne contre une base américaine au Qatar en juin 2025, bien que calibrée pour limiter l'escalade, a souligné les limites de cette stratégie. Plus fondamentalement, les capitales du CCG manquent toujours d'une vision de long terme de leurs relations avec Téhéran, qu'elles continuent de percevoir comme une menace sécuritaire majeure.

Pendant des années, les tentatives pour limiter l'influence iranienne au Liban, en Syrie ou en Irak ont été décevantes, poussant les pays du Golfe à se désinvestir progressivement de ces pays. Aujourd'hui, l'affaiblissement historique de Téhéran et le changement de régime en Syrie ont ouvert une nouvelle fenêtre d'opportunité, que l'Arabie saoudite tente de saisir. Ce regain d'activisme diplomatique se heurte à nombre d'écueils. En Syrie, les Saoudiens ont été particulièrement actifs, obtenant en juin 2025 la levée des sanctions américaines et annonçant des projets d'investissements à hauteur de 6 milliards de dollars. L'instabilité du pays laisse cependant planer de nombreux doutes sur son avenir. Au Liban, malgré une reprise des relations diplomatiques début 2025, les

pays du Golfe hésitent encore à reprendre leur aide financière aux forces armées libanaises, suspendue depuis 2016, inquiets de l'influence du Hezbollah et attendant des réformes du système politique et économique qui peinent à venir. Enfin, en Irak, l'influence continue des réseaux iraniens fait hésiter les pays du Golfe à s'investir davantage.

Au Yémen, l'intervention militaire saoudienne depuis 2014 n'a pas réussi à contrer durablement la menace des Houthis et est aujourd'hui vue comme un borbier dont Riyad peine à s'extirper. Si les tractations diplomatiques bilatérales de Riyad avec les Houthis ont permis de protéger le royaume d'attaques directes sur son sol, elles ne règlent pas le problème de fond et, par certains aspects, entretiennent le conflit en offrant aux Houthis des marges de manœuvre supplémentaires. Surtout, les attaques des Houthis contre le commerce maritime international en mer Rouge, bien qu'elles ne soient pas dirigées directement contre les intérêts saoudiens, mettent en péril les investissements colossaux que le royaume avait engagés pour développer les ports et infrastructures sur sa côte.

Au-delà du Moyen-Orient, la multiplication des initiatives et interactions diplomatiques avec de nouveaux partenaires en Afrique ou en Asie ne s'est pas toujours accompagnée d'une stratégie claire et articulée. Au-delà des effets d'annonce, de nombreux projets et initiatives sont régulièrement suspendus ou abandonnés. Le Conseil des États de la mer Rouge par exemple, lancé par l'Arabie saoudite, n'a jamais débouché sur des actions concrètes depuis sa création en 2020. Pas plus que la Coalition islamique militaire pour combattre le terrorisme, initiée par Riyad en 2015.

En dépit des efforts récents de désescalade et de réconciliation régionale, notamment avec le Qatar et la Turquie, la rivalité entre les pays du Golfe demeure. À ce jour, le CCG reste une structure incomplète, incapable de réaliser le plein potentiel d'une intégration régionale plus poussée. La défense antiaérienne, par exemple, est limitée par le manque de confiance nécessaire à une intégration totale des systèmes de radars. La compétition économique et politique entre l'Arabie saoudite et les Émirats est devenue un objet de tensions croissantes entre les deux pays, transformant souvent leurs développements économiques en un jeu à somme nulle. Les investissements dans les infrastructures portuaires et aéroportuaires se font en concurrence directe, chaque puissance cherchant à se positionner comme *hub* régional et porte d'entrée vers le commerce international au détriment de l'autre.

Ces dernières années, les pays du Golfe ont réussi à diversifier leurs partenariats au-delà de leur allié américain traditionnel, renforçant leur visibilité et leurs marges de manœuvre diplomatiques. Mais l'escalade régionale

déclenchée le 7 octobre 2023 a mis en lumière le manque d'alternatives crédibles à la puissance américaine, soulignant la persistance de leur dépendance du parapluie militaire des États-Unis. Malgré une complicité affichée avec Donald Trump depuis sa réélection, l'Arabie saoudite peine à influencer sur la nouvelle administration pour pousser Israël à accepter une paix équitable avec les Palestiniens ou mettre fin à ses frappes en Syrie. Donald Trump est resté sourd aux appels des pays du Golfe à ne pas soutenir Israël dans son escalade militaire contre l'Iran en juin 2025, alors que cette confrontation menaçait directement la sécurité des pays du CCG. Le président américain n'a pas non plus empêché Israël de frapper des représentants du Hamas à Doha en septembre 2025. Si ces développements amènent à s'interroger sur la viabilité du parapluie sécuritaire américain, ils confrontent aussi les pays du Golfe à leur manque d'alternatives.

L'aventure militaire saoudienne au Yémen a souligné la faiblesse structurelle d'un appareil militaire qui, en dépit d'achats d'armements dispendieux, ne parvient pas à développer une réelle autonomie ni une capacité d'action sur le terrain. Sur le plan de la sécurité maritime, devenue ces dernières années un enjeu sécuritaire majeur – aussi bien pour limiter les trafics d'armements iraniens à destination des Houthis au Yémen que pour garantir le libre passage des navires marchands dans la mer Rouge –, les pays du Golfe sont jusqu'à présent en retrait. Leur contribution aux missions maritimes multilatérales dans la région est restée limitée et le développement de leurs propres marines nationales tarde à s'accélérer. En un mot, leur dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis reste entière.

Derrière un dynamisme et un rayonnement affichés, la diplomatie des pays du Golfe reste fragile, dépendante des hydrocarbures et du soutien militaire américain, et vulnérable à la persistance de l'instabilité régionale. Leur montée en puissance est indéniable mais leur capacité à transformer cette influence en leadership durable reste à démontrer.



Mots clés

Arabie saoudite
Émirats arabes unis
Qatar
Pays du Golfe

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2025

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €		
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €		

TOTAL DE VOTRE COMMANDE

..... €

FRAIS DE PORT 3,00 € pour une commande < à 35 €

(achat au n° seulement) 0,01 € pour une commande > à 35 €

..... €

TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)

..... €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville :Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

☐ Par chèque à la commande

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

☐ À réception de facture (institutions uniquement)

☐ Par mandat administratif (institutions uniquement)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN